



La sous-alimentation dans le monde en 2012

La sous-alimentation dans le monde

Messages clés

- **L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 présente de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées; pour ce faire, la publication est remontée jusqu'en 1990, afin d'évaluer la répartition des disponibilités énergétiques alimentaires. En 2010-2012, près de 870 millions de personnes étaient encore chroniquement sous-alimentées dans le monde, ce qui reste un niveau inacceptable.** La grande majorité de ces personnes vivent dans les pays en développement où, selon les estimations, environ 850 millions de personnes souffriraient de sous-alimentation, soit à peine moins de 15 pour cent de la population totale de ces pays.
- **Les estimations de la sous-alimentation font apparaître une amélioration, par rapport à 1990, et suggèrent que les progrès en matière de réduction de la faim ont été plus importants que ce que l'on pensait précédemment.**
- **Il faut toutefois reconnaître que l'essentiel des progrès a été réalisé avant 2007-2008. Depuis, les progrès accomplis au niveau planétaire dans la lutte contre la faim ont ralenti et marqué le pas.**
- **Les résultats révisés laissent entendre que la réalisation de l'objectif du Millénaire consistant à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation dans les pays en développement, pour 2015 au plus tard, reste possible,** si des mesures appropriées sont prises pour inverser le ralentissement qui a eu lieu depuis 2007-2008.
- **Malgré les améliorations sensibles apportées cette année à la méthodologie utilisée par la FAO pour estimer la sous-alimentation, de nouveaux affinements et de meilleures données seront nécessaires pour rendre compte des effets des fluctuations des prix des aliments et d'autres chocs économiques.** En conséquence, les estimations de la sous-alimentation ne reflètent pas intégralement les effets de la flambée des prix des aliments de 2007-2008 sur la faim, ou le ralentissement de l'activité économique de certains pays depuis 2009, sans parler des hausses récentes des prix. De nouveaux indicateurs doivent être mis au point pour évaluer de façon globale la sous-alimentation et la sécurité alimentaire.

Selon les estimations, environ 870 millions de personnes souffriraient de sous-alimentation (calculée sur la base des disponibilités énergétiques alimentaires) au cours de la période allant de 2010 à 2012. Ce chiffre représente 12,5 pour cent de la population mondiale, soit une personne sous-alimentée sur huit. La grande majorité de ces personnes sous-alimentées, soit 852 millions d'individus, vivent dans les pays en développement, où la prévalence de la sous-alimentation atteindrait désormais, selon les estimations, 14,9 pour cent de la population totale de ces pays (voir le tableau 1).

Si l'on en croit les chiffres révisés obtenus grâce à l'amélioration des données et de la méthodologie, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde aurait baissé plus nettement que prévu jusqu'en 2007, même si cette baisse a ralenti par la suite (voir la figure 1). En conséquence, l'ensemble des pays en développement se rapproche davantage de l'Objectif du Millénaire consistant à réduire de moitié le pourcentage de personnes souffrant de faim chronique, pour 2015 au plus tard. Selon l'évaluation actuelle, le pourcentage de personnes sous-alimentées était de l'ordre de 23,2 pour cent de la population totale, en 1990-1992 (soit nettement plus que le niveau estimé précédemment), ce qui signifie que l'objectif pour 2015 est de ramener ce pourcentage à 11,6 pour cent. Si la baisse moyenne annuelle des 20 dernières années se poursuivait jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation tomberait à 12,5 pour cent dans les pays en développement, ce qui reste au-dessus du niveau correspondant à l'Objectif du Millénaire, mais bien plus proche de cet objectif que ne le laissaient entendre les estimations précédentes.

Les progrès accomplis en vue de réduire la sous-alimentation étaient plus rapides dans les régions d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine et Caraïbes (voir la figure 2, page 10). Il existe toutefois de grands écarts d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre et certains se sont encore écartés de la trajectoire à suivre pour réaliser l'Objectif du Millénaire. Dans la région Asie-Pacifique, le nombre et la proportion de personnes sous-alimentées ont continué à baisser au cours des dernières années et cette région est presque sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de la faim proclamé dans la Déclaration du Millénaire. Il en va de même de la région

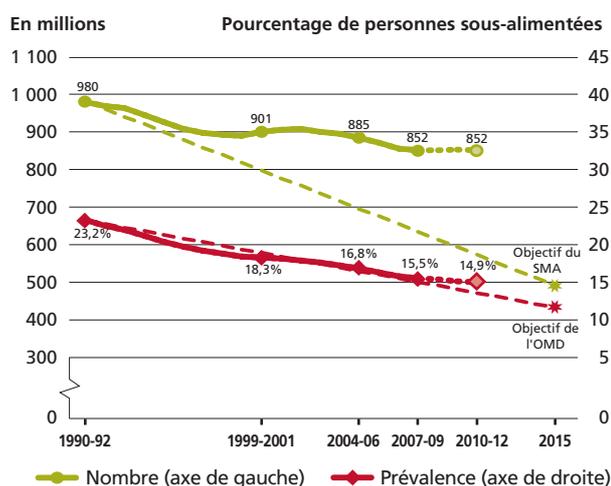
Amérique latine et Caraïbes. C'est en Asie du Sud-Est que l'on a assisté à la réduction la plus rapide (de 29,6 à 10,9 pour cent), suivie par l'Asie de l'Est et l'Amérique latine (voir la figure 3, page 10). En Afrique subsaharienne, la sous-alimentation a reculé, quoique plus lentement, alors que la prévalence de la sous-alimentation a gagné du terrain en Asie de l'Ouest, au cours de cette période.

Comme les progrès accomplis ont été inégaux, la répartition de la sous-alimentation dans le monde a fortement évolué entre 1990-1992 et 2010-2012 (voir la figure 4, page 11). La part des personnes sous-alimentées présentes en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, par rapport au total mondial, a baissé très rapidement (respectivement de 13,4 à 7,5 pour cent et de 26,1 à 19,2 pour cent), tandis qu'elle passait de 6,5 à 5,6 pour cent en Amérique latine. Par ailleurs, cette part est passée de 32,7 à 35 pour cent en Asie du Sud, de 17 à 27 pour cent en Afrique subsaharienne et de 1,3 à 2,9 pour cent en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord.

Les tendances de la sous-alimentation, décrites dans la présente publication, sont en général conformes à celles qui émergent de l'analyse d'autres indicateurs de la sécurité

FIGURE 1

La sous-alimentation dans le monde



Note: Les données de 2010-2012 présentées dans tous les graphiques sont des estimations provisoires
Source: FAO.

TABLEAU 1

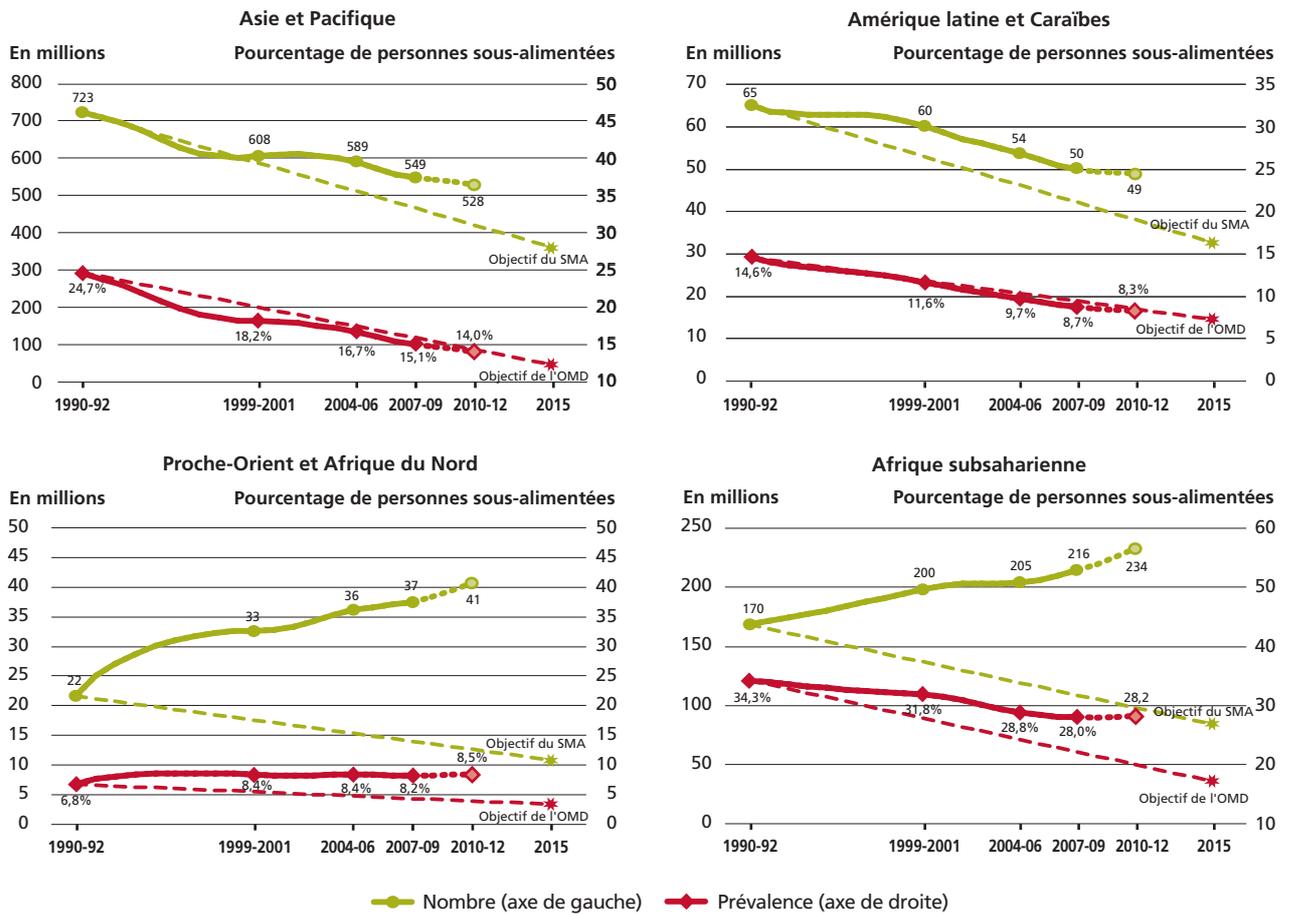
La sous-alimentation dans les régions en développement entre 1990-1992 et 2010-2012

	Nombre de personnes sous-alimentées (en millions d'individus) et prévalence de la sous-alimentation (en pourcentage)				
	1990-1992	1999-2001	2004-2006	2007-2009	2010-2012*
MONDE	1 000 18,6%	919 15,0%	898 13,8%	867 12,9%	868 12,5%
RÉGIONS DÉVELOPPÉES	20 1,9%	18 1,6%	13 1,2%	15 1,3%	16 1,4%
RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT	980 23,2%	901 18,3%	885 16,8%	852 15,5%	852 14,9%
Afrique	175 27,3%	205 25,3%	210 23,1%	220 22,6%	239 22,9%
Afrique du Nord	5 3,8%	5 3,3%	5 3,1%	4 2,7%	4 2,7%
Afrique subsaharienne	170 32,8%	200 30,0%	205 27,2%	216 26,5%	234 26,8%
Asie	739 23,7%	634 17,7%	620 16,3%	581 14,8%	563 13,9%
Asie de l'Ouest	8 6,6%	13 8,0%	16 8,8%	18 9,4%	21 10,1%
Asie du Sud	327 26,8%	309 21,2%	323 20,4%	311 18,8%	304 17,6%
Caucase et Asie centrale	9 12,8%	11 15,8%	7 9,9%	7 9,2%	6 7,4%
Asie de l'Est	261 20,8%	197 14,4%	186 13,2%	169 11,8%	167 11,5%
Asie du Sud-Est	134 29,6%	104 20,0%	88 15,8%	76 13,2%	65 10,9%
Amérique latine et Caraïbes	65 14,6%	60 11,6%	54 9,7%	50 8,7%	49 8,3%
Amérique latine	57 13,6%	53 11,0%	46 9,0%	43 8,1%	42 7,7%
Caraïbes	9 28,5%	7 21,4%	7 20,9%	7 18,6%	7 17,8%
Océanie	1 13,6%	1 15,5%	1 13,7%	1 11,9%	1 12,1%

* Projections
Source: FAO.

FIGURE 2

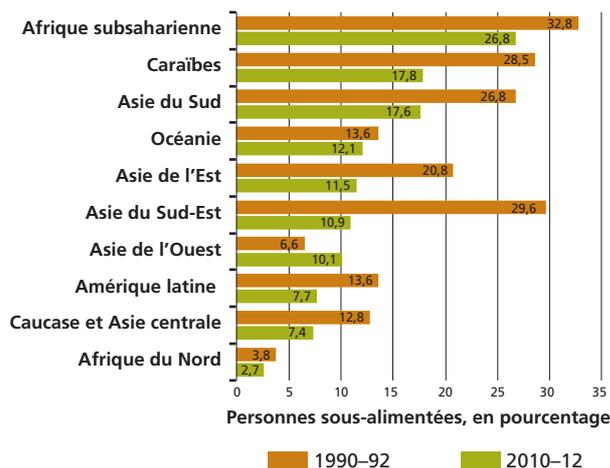
Tendances de la faim dans les régions en développement



Source: FAO.

FIGURE 3

Progrès accomplis en vue de la réalisation de l'OMD, dans les régions



Source: FAO.

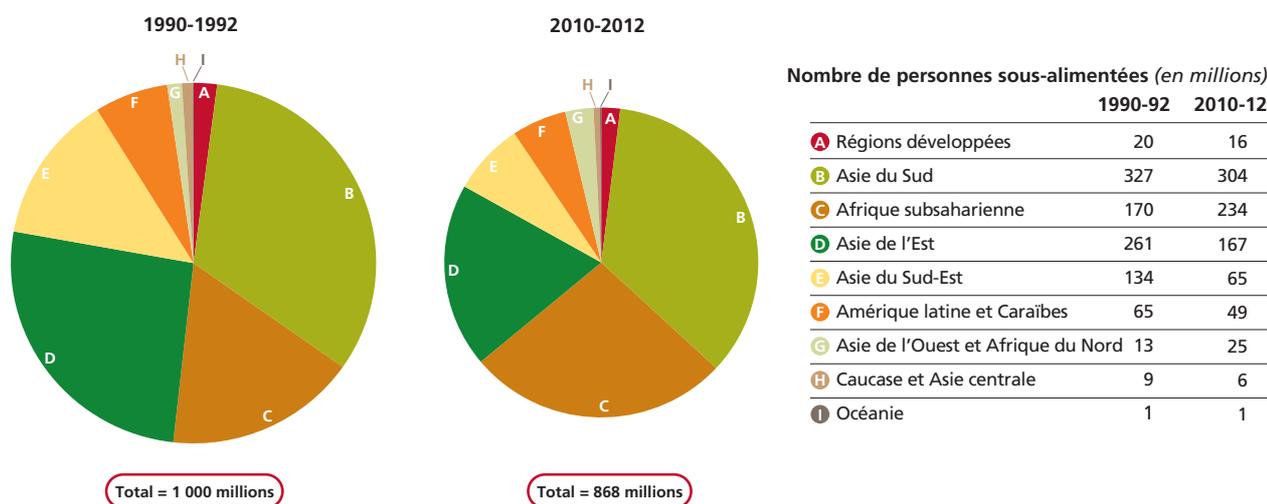
alimentaire et du développement (voir la figure 5, page 11). Dans ce contexte, il est très intéressant de noter que les nouvelles estimations de la sous-alimentation évoluent parallèlement aux estimations mondiales et régionales de la mortalité infantile et de la pauvreté. En effet, dans l'ensemble des pays en développement, la prévalence de la sous-alimentation est tombée de 23,2 à 14,9 pour cent, entre 1990 et 2010, alors que l'incidence de la pauvreté passait de 47,5 à 22,4 pour cent, et celle de la mortalité infantile, de 9,5 à 6,1 pour cent.

La sous-alimentation au cours des dernières années

Selon les estimations les plus récentes, la progression de la faim entre 2007 et 2010 – période caractérisée par la flambée des prix des aliments et par la crise économique – a été moins nette que ce que l'on pensait précédemment, et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord, la méthodologie estime la sous-alimentation *chronique*, sur la base des modes habituels de consommation alimentaire, et ne rend pas

FIGURE 4

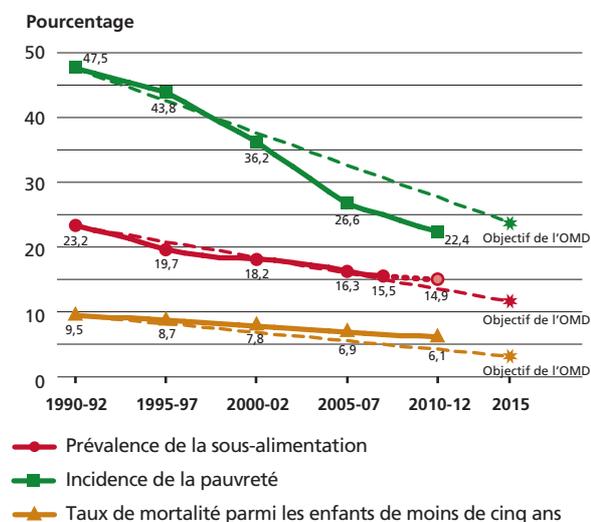
La répartition de la faim dans le monde évolue
Nombre de personnes sous-alimentées par région, entre 1990-1992 et 2010-2012



Note: La taille des différents secteurs des diagrammes est proportionnelle au nombre total de personnes sous-alimentées, au cours de chaque période. Tous les chiffres sont arrondis.
Source: FAO.

FIGURE 5

Pauvreté, sous-alimentation et mortalité infantile dans le monde en développement



Source: FAO.

pleinement compte des effets des flambées de prix, qui sont des phénomènes à court terme. En conséquence, il faut se garder d'utiliser l'indicateur se rapportant à la prévalence de la sous-alimentation pour tirer des conclusions définitives quant aux effets des flambées de prix ou d'autres chocs à court terme. La seconde raison, qui est aussi la plus importante, est que la transmission des chocs économiques

aux pays en développement a été moins prononcée que ce qui avait été prévu initialement. Les estimations les plus récentes concernant le PIB font apparaître que la «grande récession» de 2008-2009 n'a entraîné qu'un léger ralentissement de la croissance du PIB dans nombre de pays en développement; en outre, les prix intérieurs des aliments de base n'ont augmenté que très légèrement en Chine, en Inde et en Indonésie, les trois plus grands pays en développement. Or, dans les estimations précédentes concernant la sous-alimentation, on avait pris pour hypothèse que les pays en développement et leurs populations les plus vulnérables avaient beaucoup plus souffert du ralentissement de l'activité économique.

Même si les dernières estimations relatives à la prévalence de la sous-alimentation donnent des chiffres inférieurs aux calculs précédents, les progrès accomplis dans la lutte contre la faim ont fortement ralenti et marqué le pas, dans l'ensemble des pays en développement, au cours de la période 2007-2010. Ici aussi, le tableau d'ensemble masque des tendances très différentes entre les régions et les pays. En Asie de l'Ouest, la prévalence de la sous-alimentation était en hausse avant 2007 et a poursuivi ensuite dans cette direction. En Afrique subsaharienne, les quelques progrès accomplis entre 2002 et 2005 ont été réduits à néant et la sous-alimentation a progressé au rythme de 2 pour cent par an à partir de 2007. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les progrès ont ralenti, passant d'un taux moyen de réduction de la faim de 1,9 pour cent par an, entre 2002 et 2005, à un taux de 0,9 pour cent par an, entre 2006 et 2009. En revanche,

ENCADRÉ 1

Amélioration des données et de la méthodologie

On trouvera, dans la présente édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde, qui remontent à 1990 et reflètent plusieurs améliorations majeures apportées aux données et à la méthodologie suivie par la FAO pour calculer l'indicateur se rapportant à la prévalence de la sous-alimentation.

Ces nouvelles estimations tiennent compte des éléments suivants:

- révisions les plus récentes des données sur la population mondiale;
- nouvelles données tirées d'enquêtes portant sur la démographie, la santé et les ménages, qui sont à l'origine d'une révision des besoins énergétiques alimentaires minimaux, par pays;
- nouvelles estimations des disponibilités énergétiques alimentaires, par pays;
- estimations, pays par pays, des pertes de produits alimentaires lors de la vente au détail;
- améliorations techniques de la méthodologie.

(Pour une description plus détaillée de ces changements, se reporter aux pages 13-14 et à l'annexe technique.)

Malgré ces améliorations, une mise en garde s'impose, à plusieurs titres. Tout d'abord, l'indicateur concernant la

prévalence de la sous-alimentation ne tient compte que des disponibilités énergétiques alimentaires et de leur répartition dans l'ensemble de la population, sans envisager d'autres aspects de la nutrition. Ensuite, il évalue les disponibilités énergétiques alimentaires sur la base des besoins énergétiques minimaux nécessaires pour un faible niveau d'activité, alors que de nombreux pauvres souffrant de la faim ont probablement des moyens d'existence exigeant un travail manuel ardu. Et enfin, la méthodologie actuelle ne prend pas en considération les effets des fluctuations à court terme des prix ou d'autres chocs économiques, sauf s'ils ont une incidence sur la variation à long terme des modes de consommation alimentaire. Ces restrictions correspondent bien aux définitions utilisées précédemment, mais elles montrent qu'il faut prendre l'indicateur en question comme une estimation très prudente de la sous-alimentation. Il faudra apporter de nouveaux affinements et élargir la gamme des indicateurs pour parvenir à une compréhension plus globale de la sous-alimentation et de la sécurité alimentaire. Par exemple, on pourrait opter pour d'autres indicateurs, reposant sur des besoins énergétiques minimaux plus élevés, correspondant à des niveaux d'activité supérieurs. Un tel choix modifierait les estimations ayant trait au niveau et aux tendances de la sous-alimentation, comme expliqué à l'annexe technique.

L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est ont réussi à accélérer la réduction de la faim. Ainsi, l'Asie du Sud-Est a intensifié la réduction de la faim, qui est passée de 3,1 pour cent par an, avant 2007, à 4,6 pour cent par an après cette date; de son côté, l'Asie de l'Est a porté son taux de réduction de la faim de 0,1 pour cent par an à plus de 4 pour cent.

Ces divergences régionales traduisent des capacités très différentes de réaction aux chocs économiques (par exemple hausse de prix ou récession économique), des degrés de vulnérabilité très variés face à la récession mondiale et des aptitudes différentes à tirer profit des hausses de prix, en augmentant l'offre, selon les infrastructures commerciales, les technologies et les ressources naturelles disponibles. (L'édition de 2011 de la présente publication fournissait, à ce sujet, des comparaisons, à titre indicatif). Certains pays d'Asie ont réussi à réduire les pressions liées aux cours internationaux en prenant des mesures aux frontières et en adoptant des dispositions anticycliques, afin d'éviter les pires effets de la récession. Dans ces pays, les prix du riz n'ont augmenté que légèrement. En revanche, de nombreux pays africains se sont trouvés pleinement exposés aux effets de la flambée de prix et de la récession mondiale et n'avaient à disposition qu'un choix limité de moyens et de mesures pour

en atténuer les retombées sur leurs populations. Tout ce qui précède montre bien que des efforts complémentaires, ciblés sur le plan régional, s'imposent. De tels efforts doivent être menés par les gouvernements nationaux, avec le plein appui de la communauté internationale.

Ces diverses expériences nous enseignent une chose: même lorsque l'on n'arrive pas à détecter une forte réduction des disponibilités énergétiques alimentaires, à la suite de la hausse des prix des aliments, une telle hausse des prix peut toutefois avoir d'autres retombées négatives, comme la détérioration de la qualité des aliments consommés ou l'accès réduit à d'autres services de base tels que les soins de santé et l'éducation. Par exemple, pour faire face à la perte de revenus ou à la hausse des prix, les consommateurs pauvres de nombreux pays ont dû réduire la qualité et la diversité des aliments consommés, en se rabattant sur des aliments moins chers, mais aussi moins nutritifs. Il est difficile de quantifier ces effets, à partir des informations actuellement disponibles dans la plupart des pays et il n'est certainement pas possible de les mesurer en utilisant un indicateur rendant compte exclusivement du niveau d'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires.

En outre, un indicateur de la sous-alimentation chronique

calculant la consommation moyenne, sur base annuelle, ne rendra pas compte, dans sa totalité, des nombreuses épreuves à court terme rencontrées par de nombreux pauvres, confrontés à des hausses temporaires du prix des aliments ou à la perte d'emploi ou de moyens de subsistance pendant plusieurs mois, du fait de la récession économique. Les plus démunis n'ont probablement pas de réserves d'aliments ou d'économies disponibles et, si les dispositifs publics de protection sociale font défaut, ces pauvres parmi les pauvres risquent de connaître des pénuries alimentaires à court terme, qui ne seront décelées que si l'on évalue fréquemment l'insécurité alimentaire grave, dans des échantillons représentatifs de la population.

En bref, l'expérience acquise ces dernières années a montré que les retombées des hausses de prix des aliments et d'autres chocs économiques sont à la fois complexes et variées et qu'elles ne peuvent se résumer à une simple question d'apport énergétique alimentaire total; ces

retombées peuvent en effet aller de la détérioration de la qualité des aliments ingérés à une réduction d'autres types de consommation qui sont essentiels au développement humain et à la croissance à court et à long termes. Il faudra affiner encore la méthodologie et pouvoir se fonder sur de meilleures données et sur une gamme plus large d'indicateurs pour rendre compte pleinement de ces retombées. Même si les données et la méthodologie utilisées actuellement pour calculer l'indicateur relatif à la prévalence de la sous-alimentation ne permettent pas d'évaluer les effets de la hausse (ou de la baisse) temporaire des prix des aliments, il apparaît clairement que la réduction de la sous-alimentation a nettement ralenti depuis 2007 et que de nombreuses régions risquent de ne pas atteindre l'objectif de la Déclaration du Millénaire si elles ne relancent pas rapidement leurs efforts de réduction de la sous-alimentation, ce qui suppose un relèvement économique étendu à l'ensemble de la population et la stabilité des prix des aliments.



Amélioration des données et de la méthodologie

■ Améliorer l'indicateur relatif à la prévalence de la sous-alimentation

Au cours des deux dernières années, la FAO a fortement remanié la méthodologie utilisée pour calculer l'indicateur relatif à la prévalence de la sous-alimentation. Les modifications proposées avaient été évoquées dans l'édition de 2011 de la présente publication et avaient été soumises à plusieurs tribunes scientifiques, y compris l'Académie nationale des sciences de Washington, en février 2011, une Table ronde du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, organisée à Rome, en octobre 2011 et le Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle tenu à Rome, en janvier 2012.

Il s'agissait de modifications de grande ampleur, qui prévoyaient notamment une révision complète des données sur les disponibilités alimentaires (y compris une estimation plus précise des pertes de produits alimentaires), de meilleurs paramètres pour le calcul des besoins énergétiques alimentaires et une nouvelle forme de la fonction de distribution utilisée pour estimer la prévalence de la sous-alimentation. Certaines des modifications relèvent de la mise à jour régulière des données, qui se fait presque tous les ans (estimations démographiques et révision des données sur les disponibilités alimentaires), alors que d'autres étaient le fruit d'efforts intenses, visant à améliorer nettement la méthodologie actuelle. Toutes les mises à jour

et améliorations supposaient la disponibilité de nouvelles sources de données.

Pour la première fois, on disposait de données suffisantes sur la consommation et les disponibilités alimentaires pour évaluer, en détail et de façon cohérente sur le plan méthodologique, les tendances des disponibilités énergétiques alimentaires jusqu'à l'année en cours. De nouveaux bilans alimentaires ont été établis jusqu'en 2009 et des projections des disponibilités alimentaires ont été faites pour 2010-2012, reflétant les données les plus récentes concernant la production, le commerce et l'utilisation des denrées alimentaires au cours des dernières années. De plus, des données sur la consommation alimentaire, tirées d'enquêtes sur les ménages réalisées dans un certain nombre de pays, ont permis de réviser les estimations et de cerner avec plus de précision la répartition inégale des produits alimentaires dans de nombreux pays, même si de telles enquêtes portaient sur des années différentes (entre 1995 et 2010) pour certains pays.

Les analyses récentes révèlent que les pertes et gaspillages d'aliments peuvent être significatifs, même si les données sur cette question restent insuffisantes. La prise en compte des pertes d'aliments au détail est le principal élément affectant les nouvelles estimations de la faim, qui ont été relevées de 117 millions d'individus en 2008, par rapport aux estimations figurant dans l'édition de 2011 de la présente publication. La méthodologie précédente ne

tenait pas compte des pertes d'aliments au détail.

Les nouvelles estimations de la sous-alimentation incorporent également les résultats des révisions des données démographiques. Ces révisions, qui n'ont guère d'effet sur le plan mondial, sont toutefois sensibles dans certains pays et certaines régions. Par exemple, les estimations démographiques de la Chine pour les années 90 ont été révisées à la hausse, avec une augmentation de 25 millions de personnes, alors que la population du Bangladesh a été révisée à la baisse jusqu'en 1990, accusant une diminution d'environ 11 pour cent, ou 17 millions de personnes. Ces variations des estimations démographiques affectent les estimations de la sous-alimentation, pour deux raisons. Tout d'abord, les quantités d'aliments restent identiques, alors que la population varie, ce qui modifie les estimations des disponibilités énergétiques alimentaires du consommateur moyen, qui elles-mêmes ont un effet sur l'estimation de la prévalence de la sous-alimentation. Deuxièmement, elles changent le nombre total de personnes souffrant de sous-alimentation.

Toutes les autres révisions de données ou de méthodologies se traduisent par une réduction du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement. Ces autres révisions sont aussi plus importantes pour les années récentes que pour 1990, ce qui veut dire que la prévalence de la sous-alimentation a baissé plus qu'on ne le pensait précédemment. On trouvera dans l'annexe technique une description plus détaillée de ces changements et de leurs effets sur la prévalence de la sous-alimentation.

Malgré ces améliorations, il reste encore d'importantes lacunes et des problèmes de qualité des données, notamment:

- Des efforts concertés devraient être déployés pour améliorer les données de base sur la production, l'utilisation, le stockage et le commerce des produits alimentaires. Dans cette optique, la FAO dirige la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles, de manière à enrayer le déclin des capacités de production de statistiques de base, dans de nombreux pays en développement, et à répondre à des besoins émergents dans ce domaine.
- Il faudra s'efforcer, sans relâche, de tenir à jour les paramètres utilisés pour estimer la sous-alimentation, en réalisant régulièrement des «bilans de santé» des

paramètres se rapportant aux besoins alimentaires et à l'accès aux aliments. Dans tout domaine statistique, la révision des méthodologies et des données est une activité régulière, qui exige des efforts continus visant à améliorer en permanence la qualité des données disponibles.

- De plus, il faudra redoubler d'efforts afin de tenir compte plus explicitement, dans l'analyse, des effets des chocs liés aux prix et aux revenus.

■ ... et se diriger vers une série complète d'indicateurs de la sécurité alimentaire

Malgré les améliorations apportées aux données et à la méthodologie, l'indicateur ayant trait à la prévalence de la sous-alimentation ne suffit pas, à lui seul, à dresser un tableau complet de la sécurité alimentaire de chaque pays. Pour y remédier, on a identifié une série préliminaire de 20 indicateurs, disponibles pour la plupart des pays et des années, y compris des estimations des disponibilités énergétiques alimentaires, de la production, des prix et des dépenses alimentaires, des indicateurs anthropométriques et des paramètres relatifs à la volatilité des prix. Ces indicateurs sont présentés sur le site web dédié à *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* (www.fao.org/publications/sofi/fr/) afin de permettre aux analystes de la sécurité alimentaire et aux décideurs d'évaluer plus en détail les différentes dimensions et manifestations de l'insécurité alimentaire, et d'adopter, sur cette base, des politiques mettant en place des interventions plus efficaces.

Des plans sont actuellement établis pour élargir et améliorer les indicateurs. À cette fin, la FAO lance une initiative visant à mettre au point un indicateur de la sécurité alimentaire «basé sur la notion d'expérience vécue» (semblable à l'indice d'insécurité alimentaire établi en Amérique latine et dans les Caraïbes), qui serait disponible, année après année, pour un grand nombre de pays. Cette initiative prend pour base une enquête mondiale sur l'insécurité alimentaire, réalisée à partir de brefs entretiens. Un tel indicateur permettrait de suivre, en temps voulu, les difficultés rencontrées par les individus et les ménages pour se procurer des aliments et, sur cette base, de lancer des interventions d'amélioration de la sécurité alimentaire.